

Manifestation monstre à Lisbonne contre l'austérité

Pas moins de 300 000 fonctionnaires et salariés du privé, venus de différentes régions du Portugal, ont manifesté à Lisbonne le 29 mai à l'appel de la confédération syndicale CGTP, contre la cure de rigueur imposée par le gouvernement socialiste, avec l'appui du principal parti de droite.

Sous la pression des marchés financiers et de l'Union européenne, le gouvernement avait déjà annoncé, le 8 mars dernier, un premier plan d'austérité basé sur la réduction des dépenses publiques. Au programme: le gel des salaires de fonctionnaires jusqu'en 2013, le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, une série de privatisations et la baisse de l'investissement public de 4,9% du PIB (Produit intérieur brut) à 2,9% en 2013.

Le 13 mai, le Premier ministre portugais, José Socrates, a décidé d'ajouter à ces mesures, déjà draconiennes, une hausse

généralisée des impôts et une diminution des aides sociales, dès le 1^{er} juillet.

VERS UNE GRÈVE GÉNÉRALE?

Le gouvernement portugais entend ainsi réduire plus rapidement son déficit public en le ramenant de 9,4% du PIB en 2009 à 4,6% dès 2011, pour revenir sous la limite des 3%, imposée par le traité européen, en 2013. Bruxelles a salué, le 2 avril, ces mesures d'austérité supplémentaires, tout comme celles prises par le gouvernement espagnol, les jugeant dans les deux cas «appropriées à la situation actuelle».

Il reste que la participation-record à la manifestation nationale du 29 mai dernier, dépassant celle du 13 mars 2009 où 200 000 personnes avaient battu le pavé de la capitale portugaise contre la remise en cause du Code du travail, a laissé le gouvernement sans voix. «Je



ImageForum/P. De Melo Moreira

ne veux pas faire de commentaires sur les chiffres. Je souhaite juste rappeler que le gouvernement respecte le droit de manifester», n'a pu que déclarer aux médias la ministre

du Travail, Helena dos Santos. Forte de cette mobilisation, la CGTP a déjà fait savoir qu'elle n'exclut pas d'appeler à une grève générale.